



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 44

AVRIL 2008

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL.....	1
EFFET DU PLAN DE SONDAGE DANS LES ENQUETES 1-2-3 EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	2
NOUVELLES D'AFRISTAT	5
ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE.....	6
ACTIVITES INTERNATIONALES	9
ECHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE	10
RÉUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES	12

L'année 2008 commence sous de bons auspices pour les Etats membres d'AFRISTAT.

Tout d'abord, ils ont accueilli avec beaucoup d'espoir la naissance de la Commission de statistique pour l'Afrique (Statcom-Afrique) qui a tenu sa première session du 21 au 23 janvier 2008 à Addis-Abeba. Cette commission permettra plus d'échanges entre ceux qui travaillent pour le développement de la statistique en Afrique et deviendra de ce fait un précieux conseiller pour ceux qui sont chargés de piloter le développement de ce continent. Par la même occasion, les participants à cette première session ont exprimé leur satisfaction au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique pour l'intérêt mérité qu'il accorde à la statistique en mettant en place le Centre africain pour la statistique.

La 39^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies constitue un autre événement important pour la statistique en ce début d'année. Elle s'est tenue du 27 au 29 février 2008 à New York et a vu une très grande participation des pays membres d'AFRISTAT. C'est un signe très encourageant qui marque une plus grande implication désormais de l'Afrique dans cette commission qui sera d'ailleurs présidée pour les prochaines années par un Sud-africain.

Cette riche actualité internationale en ce début d'année a des répercussions évidentes sur l'action d'AFRISTAT au cours de l'année 2008 et celles à venir. A Addis-Abeba, AFRISTAT a reçu la responsabilité d'animer le groupe de travail africain sur le secteur informel. Fort de cette charge, AFRISTAT organisera, du 22 au 24 octobre 2008 à Bamako, un séminaire international sur le thème « *Le secteur informel en Afrique : instruments de mesure, analyse et intégration des politiques économiques et sociales* ». De même, AFRISTAT s'impliquera davantage dans d'autres domaines discutés à New York, notamment la mise en œuvre de la version révisée du Système de comptabilité nationale de 1993.

Conformément à notre nouvelle approche d'assistance aux Etats membres, basée sur la contractualisation des engagements mutuels, AFRISTAT poursuivra ses appuis avec comme principal objectif de dégager à la fin de chaque année les résultats obtenus par les bénéficiaires de notre action.

Outre ces appuis directs apportés aux Etats, l'activité d'AFRISTAT au cours de l'année 2008 sera principalement marquée par la poursuite de la mise en œuvre des projets importants, notamment la mise en œuvre de la rénovation des indices de prix à la consommation des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et la réhabilitation des capacités dans les domaines de la gestion macroéconomique, de la comptabilité nationale et des statistiques des prix en République centrafricaine.

Ces sujets sont développés dans le présent numéro où le lecteur trouvera aussi une abondante information sur les instituts nationaux de statistique des Etats membres. Il découvrira également, dès l'ouverture de ce numéro, un article sur le thème « *Effet du plan de sondage dans les enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'Ouest* ».

Martin BALEPA

Directeur Général d'AFRISTAT

Effet du plan de sondage dans les enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'Ouest

par Aude VESCOVO et Eloi OUEDRAOGO

Les enquêtes 1-2-3 réalisées dans sept capitales de l'UEMOA en 2001 répondent au besoin de données statistiques harmonisées. La phase 1 de ces enquêtes porte sur l'emploi, et sert de filtre pour tirer un échantillon représentatif d'unités de production informelle interrogées en phase 2 et un échantillon de ménages interrogés sur leur consommation en phase 3. S'il était prévu un plan de sondage identique pour ces enquêtes, les spécificités des bases de sondage disponibles et les choix de chaque équipe nationale ont fait que ces plans diffèrent souvent du plan initial. Ces différences permettent d'évaluer la pertinence de certains choix méthodologiques.

Introduction aux enquêtes 1-2-3 dans 7 villes de l'UEMOA

La mise en oeuvre d'enquêtes 1-2-3 dans les capitales économiques de sept pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) entre dans le cadre du programme régional d'appui statistique à la surveillance multilatérale (PARSTAT) mis en place par l'UEMOA. Ces villes sont Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé.

Le plan de sondage retenu

Le plan de sondage est identique pour les sept villes, stratifié à deux degrés. Les unités primaires d'échantillonnage (UP) sont les zones de dénombrement issues des derniers recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) ou d'autres enquêtes.

Après une stratification selon des critères économiques ou administratifs (excepté à Lomé), 125 UP sont sélectionnées selon un tirage à probabilité proportionnelle à leur taille (PPT). Ensuite 20 ménages (24 à Cotonou) sont tirés à probabilités égales dans chaque UP (après stratification des ménages à Dakar). Ainsi, 2500 ménages par ville (3000 à Cotonou) sont échantillonnés.

La phase 1 permet d'identifier les unités de production informelle (UPI). Après une stratification des UPI selon le statut professionnel du chef d'UPI et la branche d'activité, un échantillon est tiré selon un sondage aléatoire simple. La phase 1 permet une stratification supplémentaire, selon le revenu du chef de ménage et sa situation vis-à-vis de l'activité. Un sous-échantillon de ménages a été tiré au sein de celui de la phase 1, pour la phase 3 portant sur la consommation des ménages. La phase 3 n'a pas été mise en oeuvre à Abidjan.

Obsolescence des bases de sondages

Le plan exposé ci-dessus a été appliqué avec plus ou moins de réussite du fait de la vétusté des bases de sondage (jusqu'à 10 ans avant l'enquête).

Pour pallier à cette vétusté, toutes les UP tirées au 1er degré sont intégralement dénombrées. Cependant, le nombre de ménages dénombrés, souvent inférieur à celui de la base, a conduit à sous-estimer les populations.

A Niamey, le redressement a consisté à multiplier les coefficients d'extrapolation par un facteur propre à chaque strate (commune). Ce facteur a été obtenu, en 2001, en divisant la population de la strate issue des résultats provisoires du RGPH

par la population estimée à l'aide des coefficients d'extrapolation.

A Ouagadougou, un facteur multiplicatif commun aux 5 strates (arrondissements) de 130%, calculé à partir d'une projection linéaire des résultats des RGPH de 1985 et 1996, a été appliqué uniformément aux coefficients d'extrapolation. Cette technique de projection est assez frustrante. Si elle est appliquée sur les données du RGPH de 1985 et 1996 pour prévoir la population de 2006, elle sous-estime celle-ci de 14,6%. Ce redressement ne change ni les ratios ni leur variance. Le redressement uniforme est donc peu utile et peu fiable puisque basé sur peu d'information et sur des hypothèses démographiques réductrices.

Certes, ce genre de redressement est critiquable. Cependant, c'est souvent la seule option se présentant aux sondagistes confrontés à la vétusté des bases de sondage. La véritable façon de pallier à cette obsolescence est une mise à jour cartographique des bases de sondage des recensements, avant le tirage. Cette étape doit être prévue et figurer dans le budget de l'enquête.

Qualité du sondage en phase 1

Le tirage à probabilités proportionnelles à la taille au 1^{er} degré

Le sondage à 2 degrés n'a aucun intérêt du point de vue de la précision. Il ne se justifie que par la faisabilité et l'abaissement des coûts de collecte, mais engendre des effets de grappe (clustering effect) souvent importants. Ainsi, à Niamey, ignorer l'effet de grappe mène à une sous-estimation de la variance du taux de chômage. Elle est divisée illusoirement par 2,31 à Niamey et par 1,76 à Ouagadougou.

Tableau 1 : Effet de grappe sur l'estimation de la variance du taux de chômage à Niamey et Ouagadougou (linéarisation de Taylor)

Commune	Effet de grappe
Niamey	2,31
Comm. I.	2,45
Comm. II	2,51
Comm. III	1,62
Ouagadougou	1,76
Baskuy	1,33
Bogodogo	2,30
Boulmiougou	1,09
Nongremassom	2,27
Sig-nonghin	2,54

L'effet de grappe varie selon les strates. Par exemple, l'effet de grappe est plus faible dans la commune III de Niamey que dans les communes I

et II. Un sondage à deux degrés y était donc moins préjudiciable. En effet, les individus d'une même UP y étaient moins homogènes entre eux que dans les autres strates.

Les UP sont de taille variable en population, justifiant un sondage à PPT. Le taux de chômage paraît significativement corrélé à la taille de l'UP, mais il n'est pas sûr que cela se vérifie partout et pour toutes les variables.

Si la différence entre les tailles des UP issues du RGPH et celles à la date de l'enquête est faible, elle peut être ignorée et le tirage à PPT utilisé. Si elle est importante, le tirage à probabilités proportionnelles à la taille estimée (PPT) est utilisé. La taille du RGPH est alors un proxy de la taille à l'année d'enquête. Le ratio taille réelle sur taille anticipée (issue du RGPH) est utilisé pour donner un poids plus important aux observations des UP dont la taille réelle est supérieure (resp. inférieure) à la taille anticipée, et qui sont donc sous-représentées (resp. sur-représentées) dans l'enquête. Cette méthode fournit des estimateurs non biaisés, le poids d'un ménage restant l'inverse de sa probabilité de tirage.

La stratification au 1er degré

La stratification basée sur des variables corrélées aux variables d'intérêt est bénéfique. Pour une population de grande taille, le sondage stratifié est plus efficace que le sondage aléatoire simple, quelque soit la qualité de la stratification. Il convient donc d'y recourir, même sans foi aux critères de stratification disponibles. Les critères géographiques comme le milieu (urbain ou rural), la région, ou pour des villes, les arrondissements, sont a priori tout à fait opportuns et toujours disponibles.

A Dakar, la stratification a été faite selon la commune et le degré d'informalité issu d'une enquête antérieure. Certes les variances intra-strates sont élevées et dans une commune, l'ordre d'informalité des strates observé après l'enquête est inversé. La stratification était tout de même préférable, le concept d'informalité de l'enquête antérieure étant différent de celui retenu pour les enquêtes 1-2-3 (voir LLA n°41).

Les taux de chômage calculés sans les pondérations et ceux obtenus par bootstrap simple à Niamey sont égaux et également soumis au biais d'échantillonnage (Figure 1). Les estimateurs d'Horvitz et Thompson et du jackknife tiennent compte du plan de sondage. Ils sont égaux et sans biais. L'utilisation du plan de sondage dans le calcul de la variance (linéarisation et jackknife) augmente la précision, comparée au bootstrap.

Si la complexité du plan est ignorée, le sondage est supposé aléatoire simple et la variance surestimée. La variance du taux de chômage de Niamey aurait été 2,20 fois plus petite que celle estimée par linéarisation. Si l'effet du plan de sondage (design effect) n'est pas pris en compte, les tests d'égalité concluent que deux à deux, les taux de chômage par strate sont inégaux, au seuil de 5%. S'il est pris en compte, l'égalité entre les taux des communes I et II, et des communes II et III est acceptée.

Le taux de chômage de Niamey est de 23,54%. La commune III présente un taux de chômage et une variance plus élevés mais un effet du plan de sondage plus faible, quelle que soit la méthode utilisée ; et ce malgré le fait que l'effet de grappe y est moins important que dans les autres strates. Le phénomène du chômage y est donc plus variable. Si cette variabilité est confirmée pour d'autres variables, il convient de sur-représenter la commune III de Niamey dans les enquêtes emploi futures.

La stratification au 2nd degré : le cas dakarois

A Dakar, le tirage au 2nd degré a été effectué après une stratification selon le sexe du chef de ménage, collecté lors du dénombrement. Ce choix augmente le risque d'erreurs de calcul des poids et pose un problème de cohérence entre informations collectées lors du dénombrement et lors de la collecte. Pour 19% des ménages enquêtés, le sexe du chef de ménage diffère avec celui du dénombrement utilisé pour le tirage. De nombreux remplacements, ne tenant pas compte du sexe, ont été faits sur le terrain, sans être ni justifiés ni documentés.

A Dakar, il n'y a pas de gains à la stratification au second degré (tableau 2). La précision du taux d'activité des femmes chefs de ménages est proche de celle obtenue à Ouagadougou sans stratification et toujours inférieure à celle des hommes.

Tableau 2 : Précision du taux d'activité par sexe, sans stratification (Ouagadougou) et avec stratification (Dakar) au 2nd degré

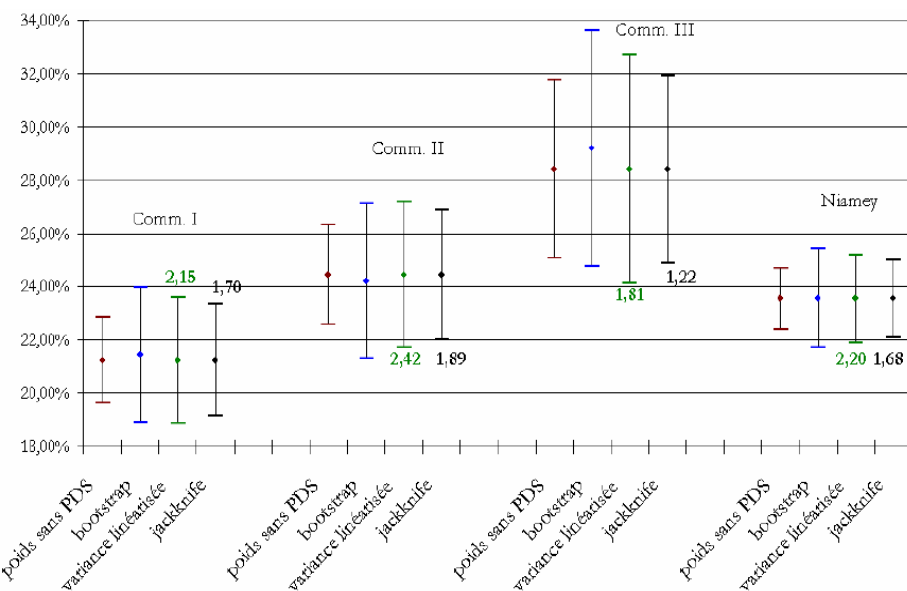
Taux d'activité des chefs de ménages	
Ouagadougou	
hommes (erreur-type)	88,71% (0,87)
femmes (erreur-type)	75,21 % (2,83)
Dakar	
hommes (erreur-type)	78,56 % (1,07)
femmes (erreur-type)	60,26 % (2,07)

Conclusion

Les différences méthodologiques dans les enquêtes emploi du PARSTAT sont dues plus à l'hétérogénéité des équipes qu'aux contextes des pays. Il est recommandé, dans les projets régionaux, de définir un plan de sondage et les conditions d'application de variantes de ce plan.

Le 1^{er} degré doit être stratifié, selon des critères simples ; mais pas le 2nd degré car la nécessaire collecte d'information auxiliaire alourdit le dénombrement, qui peine déjà à fournir les tailles exactes des UP. Dans la majorité des villes, des ménages ont été remplacés (refus, disparition, mauvais repérage). Dans aucune ville, ces remplacements n'ont été documentés, rendant impossible la correction du biais potentiel des estimateurs. De plus, à Dakar, les remplacements ont été faits sans égard au sexe du chef de ménage, rendant la stratification au 2nd degré dangereuse.

Figure 1 : Précision du taux de chômage à Niamey (%)



Chaque étape de la constitution de l'échantillon doit être documentée. Les logiciels statistiques permettent de tenir compte de plans de sondage de plus en plus complexes. Cependant, pour les mettre en oeuvre, il faut disposer de toute l'information nécessaire sur la constitution de l'échantillon. La recherche des documents relatifs au sondage ralentit considérablement les calculs de précision et l'évaluation de la qualité d'une enquête.

Cette réflexion va se poursuivre par l'étude de la qualité des échantillons issus de celui de la phase 1 utilisés comme base de sondage de la phase 2 et par l'explication d'incohérences entre phases.

Pour plus d'informations, voir

Vescovo A. et Ouedraogo E., (2008). *Effet du plan de sondage dans des enquêtes emploi : les enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'Ouest*. A paraître dans Statéco N°102, 2008.

Amegashie F., Brilleau A., Coulibaly S., Koriko O., Ouedraogo E., Roubaud F. et Torelli C., (2005). *La conception et la mise en oeuvre des enquêtes 1-2-3 en UEMOA. Les enseignements méthodologiques*. Statéco, N° 99, 21-41.

Si les UP sont de taille variable, il est préférable d'utiliser un tirage à PPT au 1^{er} degré. La liste sur laquelle a été fait le tirage doit être conservée afin de vérifier que le tirage peut être considéré aléatoire et de mesurer le gain en précision d'une éventuelle stratification implicite.

Le redressement des coefficients d'extrapolation ne doit pas être uniforme. Il est préférable de procéder à une post-stratification basée sur des recensements plutôt que sur des résultats d'enquêtes antérieures.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

♦ La Direction générale d'AFRISTAT a reçu la visite d'une délégation de l'AFD, composée de M. Robert Peccoud, Directeur de la recherche et de l'évaluation, et de M. Hervé Bougault, Représentant de l'AFD au Mali. Les échanges ont porté sur la collaboration entre les deux institutions dans le domaine des statistiques économiques et sociales. L'AFD apprécie et souhaite renforcer le rôle majeur d'AFRISTAT dans l'analyse comparative des données disponibles dans les pays francophones. La Déclaration de Bamako est une opportunité pour placer AFRISTAT au coeur de la production d'analyses de

conjuncture et de tendances de plus long terme.

♦ Une délégation de l'INSEE composée de M. François Coûté, Chef de la division des programmes de coopération et de M. Victor-Pierre Morales, Chargé des programmes de coopération avec l'Afrique subsaharienne, a effectué une visite de travail à AFRISTAT du 11 au 18 février 2008. Au cours des entretiens qu'elle a eu avec le Directeur Général et les experts d'AFRISTAT, la délégation s'est plus amplement informée des activités de l'organisation en vue de l'identification de nouveaux domaines de partenariat entre les deux institutions.

♦ Du 18 au 19 février 2008, une délégation de l'Unité de la coopération statistique internationale d'Eurostat composée de M. Amerigo Liotti et de M. Pierre Beziz, a effectué une visite de travail à AFRISTAT. Deux points essentiels ont été au centre de cette mission : la préparation de la conférence conjointe Nations-unies -Eurostat sur les comptes nationaux qui aura lieu au Luxembourg du 6 au 8 mai 2008, et l'appui à apporter à l'UEMOA sur la mise en œuvre du SCN93 dans ses Etats membres dans le cadre du 9ème FED.



Réunions statutaires d'AFRISTAT

La dix-septième réunion du Comité de direction d'AFRISTAT s'est tenue les 26 et 27 mars 2008 à Bamako (Mali). Au cours de cette réunion, le Comité a examiné les questions traditionnelles de la gestion d'AFRISTAT : rapports d'activités et d'exécution du budget 2007, reconstitution du Fonds AFRISTAT 2006-2010 et candidatures au poste de Directeur Général Adjoint. Il a félicité la Direction générale pour les réalisations de 2007 et la bonne exécution du budget. Il a recommandé au Conseil des

Ministres une des candidatures pour la nomination au poste de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT pour la période 2008-2012

Cette réunion a été précédée le 25 mars 2008 du séminaire sur le suivi de la Déclaration de Bamako et le renforcement des capacités statistiques. Au cours de ce séminaire, AFRISTAT a présenté, sur la base du cas du Mali, le rapport d'activité comme un exemple de suivi de l'assistance extérieure. PARIS21 a présenté les

récents développements de son mécanisme de suivi de l'assistance des partenaires notamment l'élaboration des outils et guides. Les participants ont formulé des recommandations en vue de la standardisation du format du rapport d'activité.

Le relevé de conclusions du Comité de direction est disponible sur le site Internet d'AFRISTAT : www.afristat.org

Atelier de formation sur la mise en place d'un système d'information sur les entreprises

Dans le cadre du renforcement du système statistique des Etats membres, AFRISTAT a organisé du 10 au 14 mars 2008 à Bamako, un atelier de formation sur la mise en place d'un système d'information sur les entreprises basé sur l'administration d'un répertoire des

unités économiques. Cet atelier, qui a été animé par un consultant, a réuni des experts d'AFRISTAT et de trois Etats membres (Cameroun, Mauritanie, Sénégal). Il avait pour objectif de former des experts en vue de mettre en place dans les Etats membres des

répertoires. L'atelier a permis aussi d'aborder les aspects techniques, pédagogiques, organisationnels et financiers pour la mise en œuvre d'un projet de rénovation et d'administration des répertoires des unités économiques dans les Etats membres.



Projet de rénovation des indices harmonisés de prix à la consommation pour les Etats membres de l'UEMOA

Le projet de rénovation de l'indice des prix à la consommation dans les Etats membres de l'UEMOA, dont les activités ont démarré au troisième trimestre 2007, a connu une accélération au premier trimestre 2008 avec la poursuite des travaux de terrain et l'organisation d'activités institutionnelles. Ce projet comporte une enquête sur les dépenses des ménages et une collecte des prix de base.

◆ Concernant le volet "enquête", les équipes techniques dans les pays ont poursuivi les travaux de préparation des enquêtes sur les dépenses de ménages. Les activités réalisées ont permis : (i) de mettre à jour la cartographie dans tous les pays ; (ii) de procéder au tirage des unités primaires et à leur dénombrement ; (iii) de constituer l'échantillon des unités secondaires ; (iv) de lancer la sensibilisation ; (v) d'assurer la formation des enquêteurs et des contrôleurs ; (vi) d'organiser les équipes en vue du démarrage de la collecte le 1^{er} mars 2008.

◆ Au niveau du volet "prix", les relevés de prix ont commencé le 7 janvier 2008 dans la majorité des pays. Au cours de ce premier trimestre 2008, les équipes techniques ont amélioré les

dispositifs de collecte par : (i) la poursuite des descriptions des variétés ; (ii) la finalisation de l'échantillon des points de vente. Les experts d'AFRISTAT se sont rendus dans tous les pays afin d'évaluer le travail effectué et d'appuyer les équipes en place à affiner la description et l'échantillonnage des séries.

◆ Sur le plan institutionnel, une réunion du Comité de suivi de l'IHPC a eu lieu du 4 au 6 février 2008 à Ouagadougou (BurkinaFaso). Elle a permis de faire le point des réalisations et des activités futures, de relever les difficultés, de proposer des solutions et de faire des recommandations pour une bonne poursuite du projet.

◆ Sur le plan financier, l'UEMOA a organisé, avec la collaboration d'AFRISTAT, du 13 au 15 février 2008 à Niamey (Niger), un atelier d'échange sur les procédures de gestion de fonds du projet de rénovation de l'IHPC. Cette réunion, qui a regroupé les gestionnaires du projet dans les INS, a permis de s'accorder sur les procédures de gestion du projet par l'information et la formation des gestionnaires. Elle a en outre adopté des dispositions pour une gestion saine et transparente des fonds du projet.

Pour plus d'information, consulter la page Web du Projet sur le site Internet d'AFRISTAT : www.afristat.org.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique

La période sous revue a été marquée par la poursuite des travaux d'audit des comptes du Programme auprès des

coordinations nationales. Les dates d'achèvement du cycle actuel du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-

Afrique) ont été fixées au 30 juin 2008 pour les coordinations nationales et au 31 août 2008 pour les coordinations sous-régionales.

Mise en œuvre de la composante statistique du Projet d'appui de la Coopération française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest

Les activités de la composante statistique du Programme d'appui de la France au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest se sont poursuivies avec la réalisation des appuis, pour le suivi et la mise à jour régulière des sites Internet et pour l'inventaire et l'identification des besoins en bases de données et site web.

◆ Par ailleurs, avec l'appui financier de la CEDEAO, l'expert en charge du projet a effectué du 14 au 18 janvier 2008, une mission en Gambie. L'objectif de la mission était de procéder à l'inventaire des bases de données statistiques en usage à l'INS de Gambie et

d'identifier les besoins, aussi bien en bases de données et site web qu'en renforcement des capacités, dans ces deux domaines.

◆ Les activités de suivi et d'amélioration de la connectivité ont été menées en Côte d'Ivoire, au Niger et au Mali. Les

équipements informatiques et de connectivité ont été fournis aux INS du Niger et du Mali et sont en voie de l'être à celui de la Côte d'Ivoire.

Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE) de la RCA

Les activités du Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique en Centrafrique (PARCPE-RCA) ont été marquées au cours de la période sous revue par la tenue de deux séminaires et la collecte des données de base des comptes nationaux.

◆ Dans le cadre du volet Gestion macroéconomique, un atelier sur « l'analyse et le dispositif de suivi conjoncturel et le tableau de bord de l'économie centrafricaine : Approche méthodologique et application » a été

organisé du 11 au 15 février 2008 à Bangui. Ce séminaire visait un double objectif, pédagogique et opérationnel. Il s'est agi d'exposer la méthodologie utilisée pour la collecte, le traitement et l'analyse des données de la conjoncture. Plus spécifiquement, l'atelier devrait : i) remettre à niveau les bénéficiaires de la sous composante Gestion Macroéconomique en analyse conjoncturelle et prévisions à court terme ; ii) présenter et valider le format et le contenu du bulletin trimestriel de conjoncture iii) proposer l'ébauche de la note de conjoncture selon l'approche

d'AFRISTAT et iv) relancer définitivement la publication régulière du bulletin et de la note trimestriels de conjoncture. Outre l'organisation de ce séminaire, la note des synthèses économiques 2006 a été finalisée et rendue disponible.

◆ En comptabilité nationale, la base ERETES a été paramétrée et la collecte des données s'est poursuivie de même que la codification des données et le passage des données brutes issues des différentes sources aux données de comptabilité nationale. La formation sur le « traitement des sources et

qualification des données » a eu lieu du 28 janvier 2008 au 1er février 2008.

◆ S'agissant du volet prix, un atelier de formation spécialisée en statistique des prix a eu lieu du 14 au 18 janvier 2008 à Bangui. Cet atelier rentre dans le cadre de la rénovation de l'indice des prix à la consommation en République centrafricaine. Il a été consacré à l'examen et à l'adoption de la méthodologie de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

Autres activités d'AFRISTAT

◆ Dans le cadre du renforcement du partenariat entre AFRISTAT, l'AFD et l'INSEE, le Directeur Général a eu le 20 février 2008 au siège de l'AFD à Paris (France), une séance de travail avec les représentants de ces deux institutions. Les échanges ont porté sur (i) la nouvelle orientation des séminaires de conjoncture organisés par AFRISTAT, (ii) le modèle Jumbo, et (iii) le contenu de la nouvelle série des séminaires régionaux sur la comptabilité nationale. Des questions liées à la gestion du Fonds AFRISTAT ont également été abordées avec l'AFD.

◆ Dans le cadre de la nouvelle orientation de son assistance aux Etats membres, AFRISTAT a effectué des missions dans neuf Etats membres pour la mise en place de conventions de travail. Il s'agit du Burundi, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. Les conventions de la Guinée et du Mali ont été signées, celles du Cameroun, de la Mauritanie et du Niger sont en cours de signature et celle des autres pays sont en cours de validation.

◆ Le projet Analyse et projections des tendances économiques et démographiques de long terme en Afrique sub-saharienne (APTEDA), après une longue procédure de sélection par ESRC (Economic and Social Research Council, Royaume-Uni), n'a finalement pas été retenu parmi les projets recommandés pour financement en septembre 2007. Ce projet, qui implique la centralisation sous forme de base de données et l'analyse de nombreuses données d'enquêtes dans les pays membres d'AFRISTAT, sera présenté à d'autres bailleurs.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burkina Faso

◆ Deux experts, statisticien et informaticien, ont réalisé du 18 au 22 février 2008, une mission auprès de la Commission de l'UEMOA. Cette mission qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du système d'information de la Commission pour la surveillance multilatérale, avait pour objectif principal de réaliser l'installation finale de la base de données, d'organiser les indicateurs en thèmes et sous-thèmes et de mettre en place les procédures d'alimentation de la base en données statistiques.

Burundi

◆ Un expert en comptabilité nationale a effectué du 18 au 29 février 2008 une mission à Bujumbura, auprès de l'Institut des Statistiques et Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU). Les objectifs de la mission étaient de consolider les résultats des équilibres ressources et emplois (ERE), les comptes de branches (CB) et de

réaliser la synthèse des comptes de l'année de base 2005.

Côte d'Ivoire

◆ Un expert informaticien a effectué, du 28 janvier au 1er février 2008, une mission d'appui technique auprès de l'ENSEA d'Abidjan dans le cadre du projet d'appui à la création et à l'hébergement des sites Internet des écoles de statistique africaines et à la rationalisation de leurs réseaux informatiques. La mission a pu constater la forte amélioration du réseau informatique de l'école, conséquence des investissements consentis après le précédent diagnostic. L'école s'est par ailleurs engagée dans le renouvellement de son site Internet et la mission l'a aidée et conseillée dans cette tâche.

Guinée

Les 12 et 13 mars 2008, l'expert principal en organisation stratégique a réalisé une mission d'assistance

technique à la Direction Nationale de la Statistique. L'objectif principal de la mission était le dépannage de l'application informatique de calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation. A l'issue de cette mission, des recommandations ont été faites pour garantir la production régulière de l'indice harmonisé des prix à la consommation en Guinée.

Niger

◆ Un expert informaticien a, du 11 au 15 février 2008, apporté un appui à l'Institut national de la statistique dans la mise en œuvre pratique des équipements et logiciels acquis dans le cadre du Projet d'amélioration de la connectivité des instituts nationaux de la statistique de la Commission de la CEDEAO. Cette mission avait pour objectif d'améliorer de manière significative la sécurité du réseau informatique et la visibilité de l'INS sur Internet.

Activités internationales

♦ M. Philippe Bocquier, Coordinateur du CERA, a participé du 16 au 17 janvier 2008, au colloque international *Essais d'intervention et méthodes quasi expérimentales en santé publique. Intérêts et limites pour la recherche sur le VIH/SIDA et les hépatites virales*, organisé par l'Agence nationale de la recherche contre le sida et les hépatites virales (ANRS) à Paris. Il y a présenté une communication intitulée "Evaluation de l'impact du soutien nutritionnel intégré pour les patients sous traitement antirétroviral au Bénin : les raisons de la suspension du projet".

♦ Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Martin Balepa, Directeur Général, Mme Dorothee Ouissika, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques nationaux, M. Nguessan Doffou, expert en comptabilité nationale, M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, et de M. Oumarou Soulé, expert en suivi et évaluation des DSRP/OMD, a pris part aux travaux de la 1^{ère} réunion de la Commission africaine pour la statistique et de la 3^{ème} édition du Forum pour le développement de la statistique en Afrique qui ont respectivement eu lieu du 21 au 23 janvier 2008 et le 24 janvier 2008 à Addis Abeba (Ethiopie). Ces deux réunions ont été précédées, le 20 janvier 2008, de deux séminaires organisés sur les thèmes respectifs suivants : « Pour une orientation et une gestion efficaces des systèmes nationaux de statistiques » et « Elaboration et exécution des stratégies nationales de développement de la statistique ».

La réunion de la Commission africaine pour la statistique a examiné les rapports des différentes activités régionales notamment en matière de coordination statistique, le PCI, la comptabilité nationale et le suivi des OMD. Elle a également

approfondi certains sujets cruciaux à l'occasion des travaux de groupes pour lesquels des recommandations ont été formulées en vue du renforcement des capacités. AFRISTAT a animé celui consacré à la mesure du secteur informel et a activement contribué aux travaux des groupes sur la comptabilité nationale, la gestion des données et le suivi des OMD.

♦ M. Gérard Osbert, expert en statistiques sociales a participé du 18 au 21 février 2008 à un séminaire sur la stratégie de renforcement des capacités des cadres tanzaniens impliqués dans le pilotage et le suivi de l'Education, organisé par l'UNESCO à Dar Es Salaam. Il a, au cours de ce séminaire présenté les modalités de développement des comptes satellites de l'éducation qui, complétés par le modèle de prévision développé par le Pôle de Dakar (BREDA), devraient permettre de renforcer le système d'information de l'Education en Tanzanie (ESMIS), répondant à la fois aux objectifs du niveau central et à ceux des plans locaux, dans le cadre de la décentralisation en cours.

♦ M. Martin Balepa, Directeur Général, a représenté AFRISTAT à la 39^{ème} session de la Commission statistique des Nations unies. A cette occasion, il a aussi pris part au « *Forum de haut niveau sur les statistiques publiques "Pertinence, intégrité et innovation. Les statistiques publiques sont-elles en progrès ?"* ». Organisé en prélude aux travaux de la Commission, ce forum a abordé le concept de *qualité de données*. Concernant les réunions organisées en marge des travaux de la Commission, M. Balepa a pris part à celle relative à la situation de la mise en œuvre du SCN93 en Afrique organisée par le Centre africain pour la statistique et à celle sur l'intégration des

statistiques sociales dans les programmes de développement statistique.

♦ M. Djoret Biaka Tedang, expert macroéconomiste a représenté AFRISTAT à une réunion du Comité de Convergence de la Zone Franc qui a eu lieu le 4 mars 2008 à Douala. Outre les points traditionnels sur l'état de la convergence dans les Etats membres et sur l'ordre du jour des prochaines réunions de la Zone Franc, les travaux du Comité ont porté sur la mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations des réunions des ministres de la Zone Franc, l'amélioration du contenu des prochains rapports du comité et sur les risques pesant sur la conjoncture 2008 dans les Etats de la Zone

♦ M. Daniel Wolf, expert en comptabilité nationale a pris part aux travaux du groupe de travail pour l'élaboration d'une proposition de statuts du Groupe des utilisateurs d'ERETES qui se sont tenus du 10 au 12 mars 2008 à Luxembourg. Ce Groupe a pour mission, à la suite du désengagement d'Eurostat à l'horizon 2010, de capitaliser et de valoriser l'expérience acquise autour d'ERETES en tant qu'outil commun d'élaboration des comptes nationaux. L'adoption, par ses membres, des statuts est une première étape dans l'existence de ce Groupe et marque la volonté des utilisateurs d'ERETES d'œuvrer au développement de leur outil. Le Groupe des utilisateurs, qui comprend déjà une cinquantaine de membres, fonctionne à travers son site www.eretes.net.

Au cours de la première réunion de la Commission africaine pour la statistique (StatCom-I), la célébration du cinquantenaire de la CEA a été marquée par la remise d'une distinction à M. Abdoulie Janneth par les Amis de la CEA pour avoir redynamisé la fonction statistique à la CEA et des prix à cinq statisticiens ayant marqué le développement statistique en Afrique par le Centre africain pour la statistique (CAS) au nom de la communauté statistique africaine. Il s'agit de MM. Julien Amegandjin, Lamine Diop, Oladejo Ajayi, Kweku T. de Graft-johnson et Pali Lehohla.

Dans son allocution, M. Lamine Diop, ancien Directeur Général d'AFRISTAT, a présenté les trois grandes initiatives dans le domaine du développement de la statistique en Afrique ayant marqué sa vie professionnelle à savoir : le Programme de Formation Statistique pour l'Afrique (PFSA) adopté par la CEA en 1978, la création d'AFRISTAT et la création du Consortium PARIS21.

Echos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso

www.insd.bf

◆ Le Conseil national de coordination statistique a tenu le 21 mars 2008 à Ouagadougou une session extraordinaire pour l'adoption du programme statistique national 2008.

◆ L'institut national de la statistique et de la démographie a tenu du 28 janvier au 6 février 2008, un atelier pour la finalisation des comptes nationaux de 2004.

◆ Dans le cadre de la rénovation de l'IHPC menée avec l'appui technique d'AFRISTAT, les travaux cartographiques de l'enquête dépenses ont été réalisés du 20 janvier au 18 février 2008 et la formation des contrôleurs et enquêteurs du 18 au 29 février 2008. La collecte a commencé le 8 mars 2008.

◆ Les travaux préparatoires de l'enquête intégrale 2008 se poursuivent après la réalisation des missions cartographiques entre le 20 janvier et le 29 février 2008.

◆ Dans le cadre de la préparation de l'enquête démographique et de santé de 2008, l'INSD a reçu du 13 au 20 février 2008, une mission d'appui technique de Macro International.

Congo

www.cnsee.org

◆ Le Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) poursuit les activités du RGPH2006 avec le traitement des données de l'enquête post censitaire et des zones échantillons.

◆ Le CNSEE a procédé à la publication des indices des prix d'octobre à décembre 2007 et de Janvier 2008 par grands groupes de produits et pour les villes de Brazzaville et Pointe-Noire.

Cote d'Ivoire

www.ins.ci

◆ L'Institut national de la statistique (INS) a réalisé du 16 janvier au 17 février 2008, la cartographie censitaire pilote du Recensement général de la population et de l'habitat 2008 (RGPH 2008). Trois localités étaient concernées par cette opération à savoir, la

commune de Port Bouët pour le district d'Abidjan, la sous préfecture de Bonoua pour la zone forestière et la sous préfecture de Facobly pour les régions du centre-nord-ouest. La codification des données a démarré le 10 mars et devrait s'achever le 22 mars 2008.

◆ Dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC, l'Institut national de la statistique réalise depuis le 07 mars 2008, l'Enquête dépenses des ménages dans la ville d'Abidjan. Les activités du volet prix de ce projet ont porté au cours du premier trimestre 2008, sur la reconstitution de la base des points de vente et la détermination du nouveau panier.

◆ L'Institut national de la statistique a organisé le 18 mars 2008 à Abidjan, l'atelier de validation des résultats de l'enquête nationale sur le travail des enfants. Cette enquête réalisée avec l'appui financier du BIT, visait à actualiser et compléter les informations disponibles sur le travail et la traite des enfants en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, elle devrait permettre d'une part, de fournir les caractéristiques démographiques et socio-économiques des enfants en âge scolaire et d'autre part, de permettre le dénombrement des enfants économiquement actifs et de recueillir les informations sur leurs conditions de travail, leur santé, leur sécurité et sur les facteurs favorisant le travail des enfants.

◆ Dans le cadre du processus d'élaboration du DSRP, l'Institut national de la statistique a participé le 06 mars 2008 à Abidjan, à un atelier national d'information et d'échanges avec les entités déconcentrées et décentralisées. Organisé par le Ministère du Plan et du Développement, cet atelier avait pour objectif principal de sensibiliser les acteurs des administrations déconcentrées et décentralisées en vue de favoriser leur participation active aux différentes étapes du processus d'élaboration du DSRP. De façon spécifique, il visait à : (i) partager les résultats de l'atelier de relance et de finalisation du DSRP ; (ii) informer les acteurs locaux sur leur rôle et l'importance de leur implication pour la préparation de

l'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages ; (iii) recueillir leurs préoccupations sur le déroulement des différentes étapes.

Gabon

www.stat-gabon.ga

Les activités de la Direction générale de la statistique et des études économiques au cours du premier trimestre 2008 ont été marquées par les travaux préparatoires du Recensement des gabonais économiquement faibles et d'élaboration de la SNDS ainsi que la publication de l'IHPC.

◆ Dans le cadre de l'exécution du Recensement des Gabonais Economiquement Faibles, la DGSEE a organisé, du 5 au 10 mars 2008, une formation des superviseurs et des contrôleurs. Les superviseurs vont incessamment former les agents recenseurs dans leurs zones d'affectation. Le Recensement des gabonais économiquement faibles (RGEF) concerne les gabonais âgés d'au moins 10 ans. L'objectif principal du RGEF est la constitution d'une base de données fiable sur les gabonais économiquement faibles en vue de leur prise en charge à travers la nouvelle Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS).

◆ Concernant la SNDS, la DGSEE bénéficie d'un don de la Banque mondiale pour son élaboration. Les procédures administratives préalables ont été accomplies, et le recrutement du cabinet d'assistance comptable est effectif. La formation des cadres de la DGSEE sur la gestion des projets financés par la Banque mondiale a eu lieu en février 2008. L'équipe technique constituée, est en attente de déblocage des fonds pour démarrer les travaux de diagnostic du système statistique gabonais.

◆ Une série sur l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) allant de 2005 à 2007 a été publiée sur le site web de la DGSEE depuis le 7 mars 2008. Ce nouvel indice, qui repose sur une méthodologie commune aux Etats membres de la CEMAC, a été conçu et mis en place avec l'appui technique d'AFRISTAT et le concours financier de la Coopération française dans le cadre

du projet Prix CEMAC démarré en 2000.

Guinée Bissau

www.stat-guineebissau.com

◆ Le gouvernement de la Guinée Bissau a procédé en mars 2008 à l'adoption du cadre juridique rénové de la statistique.

◆ Les activités de l'Institut national de la statistique et des recensements ont été dominées par les volets enquête et prix du projet de rénovation de l'IHPC de l'UEMOA et par les travaux préparatoires du RGPH 2008 dont le dénombrement est prévu au mois d'avril 2008.

Mali

www.dnsi.gov.ml

◆ La Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) a reçu du 11 au 22 février 2008, une mission de l'Office national de la statistique de Suède (SCB). L'objectif de cette mission était de faire une évaluation technique et financière d'un projet d'assistance technique à long terme en plusieurs phases de l'Office national de la statistique de Suède à la Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali.

◆ Au cours de la période sous revue, la DNSI a également procédé à la collecte et à la diffusion des données sur les prix pour la période de janvier et février 2008. Elle a aussi publié le Bulletin Statistique du commerce extérieur du Mali 2005, le Bulletin de conjoncture du 4^e trimestre 2007 et la Note de conjoncture du 4^e trimestre 2007.

Mauritanie

www.ons.mr

Le Conseil National de la Statistique (CNS) s'est réuni le 24 février 2008 sous la présidence du Ministre de l'Economie et de Finances. Il a procédé à l'adoption du rapport d'exécution du programme statistique national pour l'année 2007, le programme statistique national 2008 et de la Stratégie nationale de développement de la statistique 2008-2010.

Niger

www.stat-niger.org

◆ Le Conseil des ministres a au cours de sa session du 15 janvier 2008 procédé à l'adoption du document de la SNDS 2008-2012. Une table ronde sur son financement devrait être organisée avec les bailleurs de fonds au cours du 2^e trimestre 2008.

◆ Le Niger a procédé au lancement du Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008. Le Directeur Général de l'INS a au cours de cette cérémonie, présenté la méthodologie de calcul de l'indice de développement humain.

◆ Au cours de la période sous revue, l'INS a procédé à la collecte des données dans le cadre des enquêtes sur la maîtrise de la fécondité au Niger et sur les dépenses des ménages à Niamey. L'enquête sur la maîtrise de la fécondité au Niger qui bénéficie de l'appui technique de l'ENSEA d'Abidjan et du soutien financier de l'Agence française de développement a pour objectif :

- de connaître le niveau de fécondité pour prendre des mesures appropriées allant dans le sens de la réduction de la fécondité au Niger en particulier et en Afrique en général ;
- de contribuer à améliorer la santé de la reproduction ;
- d'apprécier le niveau de disponibilité des infrastructures sanitaires qui offrent des services en matière de santé de la reproduction et l'accessibilité aux soins des populations.

◆ Dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC, la collecte des données de l'enquête sur les dépenses des ménages à Niamey qui doit permettre de rénover les bases de calcul des pondérations entrant dans le cadre de la détermination de l'indice harmonisé des prix à la consommation a commencé le 2 mars 2008.

Sénégal

www.ansd.org

◆ Dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie a démarré le 07 janvier 2008, l'enquête pour la détermination des prix de base et l'enquête sur les dépenses des ménages de la capitale (EDMC) le 03 mars 2008.

◆ L'ANSD a offert un pot d'honneur à l'occasion du départ à la retraite de quatre de ses agents. Il s'agit de Messieurs Ibrahima SARR, Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales ; Pape Demba DIOUF, Chef de Division des Opérations de Terrain, Cheikh GUEYE, Chef du Bureau Programmation et Logistique et Abou Saïdou NDIAYE, Gardien. La cérémonie a été présidée par Monsieur Babakar FALL Directeur Général de l'ANSD. Au cours de cet événement l'ANSD a aussi présenté

les 12 nouveaux agents recrutés en début d'année et leur a souhaité la bienvenue.

Tchad

www.inseed-tchad.org

Au cours de la période sous revue :

◆ au titre des opérations d'enquêtes et de recensement, l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) a procédé : (i), avec l'appui financier du PNUD, à la finalisation des documents techniques de l'Enquête qualitative sur la perception de la pauvreté ; (ii) dans le cadre du RGPH2, à l'élaboration du plan de travail annuel et à la finalisation de quelques documents techniques avec l'appui du Conseiller technique principal mis à disposition par l'UNFPA.

◆ au titre des publications : (i) l'INSEED a finalisé la production de l'indice des prix à la consommation (IPC) avec la publication du bulletin mensuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages pour les mois de janvier et février 2008 ; (ii) la note et le bulletin de conjoncture ainsi que l'indice de production industrielle pour le 4^{ème} trimestre 2007 ont été publiés.

◆ au titre des formations, l'INSEED a organisé du 19 mars au 5 avril 2008 avec l'appui financier de la BAD dans le cadre du projet PAGE et l'appui technique de l'ENSEA d'Abidjan, une formation en sondage qui a réuni 24 participants.

TOGO

www.stat-togo.org

◆ Dans le cadre du Projet de rénovation de l'indice harmonisé des prix à la consommation de 2008 (IHPC) dans les Pays membres de l'UEMOA, la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) a procédé pour le volet enquête, à la formation des différentes catégories de personnel de terrain du 7 février au 7 mars 2008 et au lancement de la collecte des données le 10 mars 2008. La collecte des prix a démarré le 07 janvier 2008.

◆ Dans le cadre du processus d'élaboration de la SNDS, la DGSCN a organisé le 17 mars 2008 un atelier de validation du document de synthèse des diagnostics sectoriels du système statistique national. Une soixantaine de participants ont pris part à cet atelier notamment des représentants d'organismes internationaux, des directeurs et chefs de services et les membres des comités sectoriels.

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, 5-9 mai 2008 IMIS (système intégré de gestion des données)	Bamako, 16-19 juin 2008 Atelier régional sur la mesure de la ligne de pauvreté dans les Etats membres d'AFRISTAT
Bamako, 21-25 avril 2008 Séminaire conjoncture Afrique de l'ouest	Bangui, 19-23 mai 2008 Séminaire conjoncture Afrique centrale
Luxembourg, 6-8 mai 2008 Conférence sur les comptes nationaux dans le contexte de la coopération au développement	Bamako, 17-20 juin 2008 Atelier des Nations Unies sur les statistiques de distribution
Bamako, 19-23 mai 2008 Atelier LMD	Libourne, 7 au 11 juillet 2008 Séminaire « promotion des INS et communication sur le Web »
Bamako, 23- 28 juin 2008 Séminaire conjoncture : accélération des publications	

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *La Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet :
Abonnement

Séminaire international sur le Secteur Informel en Afrique : Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales

AFRISTAT organisera du 22 au 24 octobre 2008 en collaboration avec DIAL et MAE/DGCID, le séminaire international sur le thème « Secteur Informel en Afrique : Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales. »

Ce séminaire international, deuxième rendez-vous du genre après celui organisé en 1997 sur le thème « *Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne* », s'adresse aux Etats, instituts nationaux de statistique et cellules DSRP/CSLP, aux chercheurs/universitaires du Sud comme du Nord et aux institutions internationales concernées par le sujet.

Il entend dresser un état des lieux de la situation et renforcer les liens entre les statistiques, la recherche et les politiques pour une meilleure intégration et coordination des instruments de mesure et d'analyse sur le secteur informel.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Internet d'AFRISTAT : www.afristat.org

Directeur de publication : Martin BALEPA
 Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
 Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
 Siriki COULIBALY, Dorothee OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG,
 Gérard OSBERT

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
 ISSN 1561-3739